

En ce qui concerne la collecte de sang dans les prisons Le laboratoire central et les centres de transfusion sanguine de la Croix-Rouge suisse, responsable en tant qu'association faitière de l'organisation de la transfusion sanguine en Suisse (selon l'arrêté fédéral du 13 juin 1951 concernant la Croix-Rouge suisse), n'ont pas procédé à des prélèvements de sang dans les établissements pénitentiaires au cours des dernières décennies.

Par contre, des collectes de sang ont été organisées dans les prisons entre 1967 et 1973 par l'Institut sérothérapique et vaccinal suisse Berna. Le sang prélevé n'a cependant jamais été utilisé pour des transfusions, mais servait exclusivement à la préparation de produits dérivés du sang (p. ex. des immunoglobulines). Jusqu'en 1990, les collectes se déroulaient deux fois par année dans six établissements pénitentiaires du pays. L'Institut Berna a cessé de pratiquer ces prélèvements à partir de 1990.

La participation au don du sang dans ces établissements était facultative. Les donneurs pouvaient être exclus du don du sang par les médecins responsables pour raisons de santé. Tout risque de transmission d'une infection à VIH était exclu pour les raisons suivantes:

1. Aucun don du sang prélevé dans ces établissements n'était utilisé pour des transfusions sanguines.
2. Depuis juin 1985, un test de détection des anticorps contre le VIH était pratiqué sur tous les prélèvements (outre le contrôle pour l'antigène de surface de l'hépatite B). Ceux qui étaient positifs ou douteux étaient détruits et n'entraient pas dans la production.
3. Les prélèvements négatifs au test VIH étaient utilisés dans la fabrication de produits dérivés du sang (immunoglobulines). Ils étaient par conséquent soumis à une méthode de fractionnement inactivant les virus qui n'auraient éventuellement pas été détectés par le test de dépistage. Cette situation peut se produire dans les cas où le prélèvement a eu lieu pendant la période de la «fenêtre immunologique» c'est-à-dire lorsque le virus est déjà présent dans l'organisme alors que les anticorps ne sont pas encore détectables. La durée de cette période s'étend généralement de 6 semaines à 3 mois après le moment de l'infection initiale. Le procédé d'inactivation utilisé a été approuvé par l'OMS et la FDA (Food and Drug Administration aux USA).

La procédure appliquée par l'Institut Berna était par conséquent conforme aux prescriptions de l'ordonnance du 9 avril 1986 instituant des mesures propres à empêcher la transmission par le sang et les produits sanguins de maladies infectieuses dangereuses.

Präsident: Die Interpellantin ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion 44 Stimmen
Dagegen 43 Stimmen

Verschoben – Renvoyé

92.3475

Interpellation de Dardel Geheimjustiz Justice secrète

Wortlaut der Interpellation vom 2. Dezember 1992

Der Bundesrat ist in unserem Land Garant für die Anwendung der Europäischen Menschenrechtskonvention. Müsste er als solcher nicht die Entschlossenheit der Bundesbehörden im Kampf gegen den Rassismus bekunden und beim Kanton Schwyz vorstellig werden, damit juristische Missgriffe wie beim Urteil gegen den Rechtsextremisten Strebel nicht noch einmal vorkommen?

Texte de l'interpellation du 2 décembre 1992

Comme garant de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme et pour démontrer la volonté des autorités fédérales de lutter contre le racisme, ne conviendrait-il pas que le Conseil fédéral intervienne auprès du canton de Schwyz pour que des bavures judiciaires, telles que celle du jugement du frontiste Strebel, ne se reproduisent pas?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Béguelin, Bundi, Carobbio, Eggenberger, von Felten, Goll, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Jöri, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Matthey, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Tschäppät Alexander, Züger (19)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Récemment, dans le canton de Schwyz, un tribunal a jugé l'extrémiste Strebel, dirigeant du Front patriotique, pour des agissements violents et racistes.

Les débats se sont déroulés à huis clos et le jugement n'a pas été rendu publiquement. Il a fallu l'intervention du canton de Zoug pour que le dispositif du jugement soit porté à la connaissance de l'opinion publique.

Dans cette affaire, il n'apparaît pas que soit réalisée l'une ou l'autre des conditions, dans lesquelles un tribunal peut mener des débats à huis clos selon l'article 6 alinéa premier de la Convention européenne des droits de l'homme. Par ailleurs, selon cette même disposition, la sentence doit de toute façon être rendue publiquement.

Certes, le droit énoncé à l'article 6 alinéa premier de la Convention européenne des droits de l'homme constitue d'abord une garantie de procédure en faveur de l'accusé. Mais la publicité des débats et de la sentence, en procédure pénale, constitue aussi une règle démocratique élémentaire, garantissant l'information de la population.

Par ailleurs, dans la perspective de l'adhésion de la Suisse à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui oblige les Etats contractants et leurs autorités publiques à s'abstenir de toutes discriminations raciales et à combattre le racisme, l'attitude du tribunal de Schwyz apparaît comme très problématique.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 8. März 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 8 mars 1993

Aux termes de l'article 102 chiffre 2 de la constitution, le Conseil fédéral a pour tâche de veiller «... à l'observation de la constitution, des lois et des arrêtés de la Confédération,».

En principe, seules les activités législatives et administratives des cantons, à l'exclusion de leurs activités judiciaires, sont soumises à ce pouvoir de surveillance, qui doit s'exercer avec retenue, dans un esprit de courtoisie confédérale.

La Convention européenne des droits de l'homme, le droit fédéral et le droit cantonal autorisent, pour des motifs qui se recoupent largement, certaines exceptions au principe de la pu-

blicité; cette conséquence découle de la séparation des pouvoirs.

Dans un cas d'espèce, il incombe aux autorités judiciaires de se prononcer sur l'existence ou non de ces exceptions et aux personnes concernées d'intenter les voies de recours nationales à disposition pour contester la décision prise par l'autorité judiciaire. En cas de décision interne définitive, le recours à la Commission européenne des droits de l'homme leur est ouvert.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion
Dagegen

43 Stimmen
57 Stimmen

93.3164

Interpellation Bühlmann Veröffentlichung des Berichtes der Kosovo-Mission Mission au Kosovo. Publication du rapport

Wortlaut der Interpellation vom 18. März 1993

Warum wurden die Ergebnisse der Reise von Vertretern des EJPD und des Koordinators für internationale Flüchtlingspolitik vom 31. Januar bis 11. Februar 1993 nicht veröffentlicht? Warum wird der Bericht nur der Verwaltung und auf Anfrage Parlamentariern und Parlamentarierinnen zugestellt, nicht aber weiteren an Flüchtlings- und Asylfragen Interessierten?

Texte de l'interpellation du 18 mars 1993

Pourquoi les conclusions du voyage effectué du 31 janvier au 11 février au Kosovo par des représentants du DFJP et le coordinateur en matière de politique internationale des réfugiés n'ont-elles pas été publiées? Pourquoi le rapport de cette mission n'est-il communiqué qu'à l'administration et aux parlementaires qui en ont fait la demande, mais non à d'autres personnes qui s'intéressent aux questions touchant l'asile et les réfugiés?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bär, Baumann, Bäumlin, Diener, Dormann, von Felten, Gardiol, Goll, Gonseth, Haering Binder, Hafner Ursula, Hollenstein, Misteli, Rebeaud, Robert, Segmüller, Thür (17)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Anfang Februar weilte eine aus drei Personen bestehende Delegation (der Koordinator für internationale Flüchtlingspolitik, Herr Markus-Alexander Antonietti, die Sektionschefin der Hauptabteilung Asylverfahren des Bundesamtes für Flüchtlinge, Frau Suzanne Liliane Auer, und der stellvertretende Sektionschef Länderinformation und Lageanalysen des Bundesamtes für Flüchtlinge, Herr Toni Bühler) in Serbien, im Sandtschak, in Kosovo, in der Wojwodina und in Ungarn. Das erste Ziel der Reise war, die gegenwärtige Asyl- und Wegweisungspraxis des Bundesamtes für Flüchtlinge angesichts der Menschenrechtslage in Kosovo zu überprüfen.

Warum werden die Ergebnisse dieser Reise nicht veröffentlicht? Viele in der Flüchtlingsarbeit Tätige und an der Asylpolitik Interessierte möchten gerne wissen, ob die restriktive Haltung gegenüber Asylsuchenden aus Kosovo weiter bestehen bleibt oder ob die Reise eine neue Lagebeurteilung ergeben hat. Da der Bericht ja die Grundlage für die künftige Haltung des Bundesamtes für Flüchtlinge in der Frage der Behandlung Asylsuchender aus Kosovo bildet und diese zurzeit die

grösste Gruppe der Asylsuchenden in der Schweiz ausmachen, ist es völlig unverständlich, den Bericht nicht einer breiten Öffentlichkeit zugänglich zu machen.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 14. Juni 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral du 14 juin 1993

Reisen in Herkunftsländer von Asylbewerbern und Flüchtlingen dienen dazu, vorliegende Informationen zu überprüfen, neue Erkenntnisse über die tatsächlichen Verhältnisse zu gewinnen und näheren Aufschluss über die zu erwartende Entwicklung zu erhalten. Die entsprechenden Reiseberichte stellen – neben anderen Informationen – ein wichtiges Element in der Gesamtlagebeurteilung dar. Ihnen kommt der Charakter eines verwaltungsinternen Hilfsmittels zur Aufgabenerfüllung der betroffenen Bundesstellen zu. Als Bestandteil der Länderdokumentation sind sie grundsätzlich nicht öffentlich zugänglich. Eine Abgabe des Berichtes an Mitglieder des Parlamentes ist in der Regel nicht vorgesehen, es sei denn, die Weiterleitung der Information erweise sich zu deren Aufgabenerfüllung, beispielsweise im Rahmen der Geschäftsprüfung oder besonderer Kommissionsarbeiten, als notwendig. Die zurückhaltende Publikation steht in direktem Zusammenhang mit der schwierigen Aufgabe der Asylbehörden. Auf Abklärungsmissionen kommt es regelmässig zu Gesprächen mit den verschiedensten Exponenten innerhalb des Herkunftstaates. Damit die Berichte als taugliches Arbeitsinstrument verwendet werden können, müssen sie klar und deutlich abgefasst sein und gewisse Wertungen und Schlussfolgerungen enthalten. Wären solche Berichte für die Öffentlichkeit bestimmt, müsste bei der Redaktion vermehrt auf aussenpolitische Auswirkungen Rücksicht genommen werden.

Präsident: Die Interpellantin ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion
Dagegen

49 Stimmen
57 Stimmen

93.3168

Interpellation Leuba Strafverfolgung wegen Aufforderung zur Dienstverweigerung Poursuite pénale pour incitation au refus de servir

Wortlaut der Interpellation vom 18. März 1993

Im Widerspruch zu seiner Antwort auf die einfache Anfrage Jeanneret vom 5. Oktober 1990 (90.1168) hat der Bundesrat die Strafverfolgung gegen die Autoren und Unterzeichner des Aufrufs der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (GSoA), der zur Dienstverweigerung auffordert, offenbar nicht bewilligt. Der Bundesrat wird ersucht, folgende Fragen zu beantworten: 1. Stimmt es, dass er mit Beschluss vom 14. Dezember 1992 entschieden hat, die Bewilligung zur Strafverfolgung gegen die Autoren und Unterzeichner des GSoA-Aufrufs nicht zu erteilen?

2. Ist er nicht der Auffassung, dass dieser Entscheid im Widerspruch zu den Zusicherungen steht, die er in seiner Antwort auf die einfache Anfrage Jeanneret (90.1168) abgegeben hat?

3. Befürchtet der Bundesrat nicht, dass er mit seiner ständigen Zurückhaltung, die bis zur Abdankung geht, immer aggressivere Aktionen der GSoA gegen unsere Armee und unsere Landesverteidigung hervorruft?

Interpellation de Dardel Geheimjustiz

Interpellation de Dardel Justice secrète

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.3475
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.10.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2014-2015
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 288

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.